

DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

Syndicat Mixte d'Alimentation
en Eau Potable et d'Assainissement
de DRUY-PARIGNY

RÈGLEMENT

du Service de Distribution d'Eau
et de Contrat d'Abonnement

Siège social et Secrétariat :
10, rue de la Motte B.P. 70020
58028 NEVERS CEDEX
☎ : 03.86.61.94.50. - 03.86.61.94.56.

Service Technique :
Z.I. de Teinte
58300 SOUGY SUR LOIRE
☎ : 06.73.79.90.06 - 06.24.28.53.80.

RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU

Le règlement du service désigne le document établi par la collectivité et adopté par délibération du 18 juin 2013, il définit les obligations mutuelles du distributeur d'eau et de l'abonné du service et définit les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau du réseau de distribution.

Dans le présent document :

- **vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de l'Eau. Ce peut être le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic.

- **la collectivité** désigne le **SMAEPA de DRUY-PARIGNY**, en charge du Service de l'Eau, et nommé le distributeur d'eau.

* *Les annexes mentionnées dans le présent règlement peuvent être envoyées sur simple demande au secrétariat du S.M.A.E.P.A.*

CHAPITRE I

LE SERVICE DE L'EAU

Le service de l'eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau).

1•1 La qualité de l'eau fournie

La collectivité distributrice d'eau est tenue de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

L'eau distribuée est l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie, ou disponible au secrétariat du S.M.A.E.P.A.

Vous pouvez contacter à tout moment le distributeur d'eau pour connaître les caractéristiques de l'eau.

1•2 Les engagements du distributeur d'eau

En livrant l'eau chez vous, le distributeur d'eau vous garantit la continuité du service sauf circonstances exceptionnelles : accidents et interventions obligatoires sur le réseau, incendie, mesures de restriction imposées par la Collectivité ou le Préfet.

Les prestations qui vous sont garanties sont les suivantes :

- un contrôle régulier de l'eau
- une information régulière sur la qualité de l'eau,
- une pression minimale de 1 bars à votre compteur.

Pour l'installation d'un nouveau branchement d'eau :

✓ l'envoi du devis après réception de votre demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire),

✓ la réalisation des travaux peut commencer après acceptation du devis, et obtention des autorisations administratives,

- ✓ une mise en service de votre alimentation en eau au plus tard le jour ouvré qui suit votre appel, lorsque vous emménagez dans un nouveau logement doté d'un branchement existant conforme.
- ✓ une fermeture de branchement dans un délai d'un jour ouvré après la réception de votre demande, en cas de départ.

1•3 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder à **titre onéreux** ou en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ;
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier à votre initiative l'emplacement de votre compteur, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser le dispositif de protection ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public,
- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé aux installations raccordées au réseau public (cf 6.3 à 6.6);
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions entraîne la fermeture immédiate de l'alimentation en eau après mise en demeure sans effet. Le distributeur d'eau se réserve le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres abonnés.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions du distributeur d'eau ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé, votre contrat est résilié et votre compteur enlevé.

Vous devez prévenir le distributeur d'eau en cas de prévision de consommation anormalement élevée (remplissage d'une piscine, ...).

1•4 Les interruptions du service

La Collectivité est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, elle peut être tenue de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau.

Dans toute la mesure du possible, le distributeur d'eau vous informe par voie d'affichage municipale 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

Le distributeur d'eau ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un accident ou un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, sont assimilés à la force majeure.

1•5 Les modifications prévisibles et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut être amenée à modifier le réseau public ou son fonctionnement (pression par exemple). Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, le distributeur d'eau doit vous avertir des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, le distributeur d'eau a le droit d'imposer, à tout moment, en liaison avec les autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1•6 En cas d'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée au distributeur d'eau et au service de lutte contre l'incendie.

CHAPITRE II

VOTRE CONTRAT

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

2•1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat, il vous appartient d'en faire la demande par téléphone ou par écrit auprès du distributeur d'eau.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat.

Le règlement de la première facture dite "ouverture de branchement" vaut acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Eau. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service est immédiatement suspendu.

Votre contrat prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- soit à la date d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique.

Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

2•2 La résiliation du contrat d'abonnement

Votre contrat d'abonnement est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par lettre simple, avec un préavis de 5 jours. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

Attention : en partant, vous devez fermer vos robinets après compteur. La collectivité ne pourra pas être tenue pour responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés ouverts.

Le distributeur d'eau peut, pour sa part, résilier votre contrat si vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations.

2•3 Si vous habitez en habitat collectif

Si vous n'êtes pas déjà individualisé, une individualisation des contrats de fourniture d'eau peut être mise en place, à la demande du propriétaire, ou son représentant, d'un habitat collectif (immeuble collectif ou lotissement privé), selon les dispositions de l'article 93 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2003 et du décret d'application n°2003-408 du 28 avril 2003.

Cette individualisation est soumise à la mise en conformité des installations intérieures de l'habitat collectif. Ces travaux sont à la charge du propriétaire.

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place :

- tous les logements doivent souscrire un contrat d'abonnement individuel ;
- un contrat spécial dit "contrat collectif" doit être souscrit par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant pour le compteur général.

Quand aucune individualisation des contrats de fourniture d'eau n'a été mise en place dans un habitat collectif, le contrat prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

2•4 En cas de déménagement

En cas de déménagement, si votre successeur souscrit un contrat d'abonnement, l'alimentation en eau est maintenue.

CHAPITRE III

VOTRE FACTURE

3•1 La présentation de la facture

Votre facture d'abonnement et consommation (que vous recevrez courant du 3^{ème} trimestre pour les abonnés non prélevés, et courant du 4^{ème} trimestre pour les abonnés adhérant aux prélèvements mensuels), comporte plusieurs rubriques :

✓ l'abonnement de l'année et la consommation réelle (suite à la relève de votre compteur), permettant de couvrir les frais de fonctionnement du Service de l'eau, et ses charges (investissements nécessaires à la construction des installations de production et distribution d'eau),

En cas de logement vacant, au 1^{er} janvier de l'année suivante vous pouvez bénéficier d'un abonnement suspendu annuel correspondant à un demi abonnement eau. Cette disposition ne concerne pas l'abonnement assainissement collectif qui reste dans sa totalité.

✓ les redevances et taxes reversées aux organismes publics.

Votre facture peut aussi inclure d'autres rubriques pour le service de l'assainissement (collecte et traitement des eaux usées, assainissement non collectif).

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

3•2 L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et indexés :

- par décision de la collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Vous êtes informé des changements de tarifs à l'occasion de la première facture appliquant ces nouveaux tarifs.

Toute information est disponible auprès de la collectivité.

3•3 Le relevé de votre consommation d'eau

La relève de votre consommation d'eau est effectuée au moins une fois par an. Vous devez, pour cela, faciliter l'accès à votre compteur.

Si, au moment du relevé, l'agent ne peut accéder à votre compteur, il laisse sur place un avis de passage.

Sans relève ou retour de l'avis de passage, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par le distributeur d'eau.

Vous pouvez à tout moment contrôler vous-même la consommation indiquée au compteur. En cas de consommation anormale, un écrêtement pourra être accordé par la collectivité, en application du dispositif "Warsmann" du 17 mai 2011 relatif à la facturation en cas de fuite sur les installations d'eau potable après compteur, **sous certaines conditions** :

- **Etre un particulier** et faire la demande pour un local d'habitation occupé à titre principal ou secondaire.
- La **fuite d'eau** doit être située après le compteur (sous la responsabilité de l'abonné), sur une canalisation privative d'eau potable, comprenant tuyaux et accessoires annexes (raccords, coudes, joints...).
- La fuite doit être réparée par un **plombier professionnel dès réception de l'information, ou dans un délai d'un mois.**
- **Fournir l'attestation de l'entreprise de plomberie** qui a effectué la réparation, où figure la date de réparation de la **fuite d'eau** ainsi que sa localisation, doit être fournie au distributeur d'eau.

ATTENTION : Ne sont pas prises en compte les augmentations de volume d'eau consommé dues à des fuites sur **les appareils ménagers, et les équipements sanitaires ou de chauffage.**

3•4 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué dans un délai d'un mois à réception de la facture auprès du Service de Gestion Comptable (S.G.C.) de NEVERS, par tout moyen à votre convenance. Vous pouvez aussi adhérer aux prélèvements mensuels auprès du S.M.A.E.P.A.

En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis, calculé mensuellement (tout mois commencé est dû).

Votre consommation (partie variable) est facturée à terme échu annuellement, les volumes consommés étant constatés annuellement.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part au SGC de NEVERS, sans délai, différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion : règlements échelonnés dans le temps.

3•5 En cas de non-paiement

Vous disposez d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture pour procéder au paiement du montant de l'avis des sommes à payer (ASAP). A défaut, le responsable du SGC de Nevers est tenu d'effectuer les actes de poursuites qui incombent à sa fonction de comptable public.

3•6 Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort du tribunal d'instance de NEVERS.
Le S.M.A.E.P.A adhère à la médiation de l'eau - B.P. 40463 - 75366 PARIS CEDEX 08
www.mediation-eau.fr

CHAPITRE IV

LE BRANCHEMENT

On appelle « branchement » le dispositif qui va de la prise sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage.

4•1 La description

Le branchement fait partie du réseau public et comprend 4 éléments :

- 1°) la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, et le robinet de prise d'eau sous bouche à clé,
- 2°) la canalisation située tant en domaine public qu'en domaine privé,
- 3°) le dispositif d'arrêt (c'est-à-dire un robinet, situé avant compteur),
- 4°) le système de comptage comprenant :
le compteur muni d'un dispositif de protection contre le démontage,
le robinet de purge éventuel,
le clapet anti-retour éventuel.

Votre réseau privé commence au-delà du joint situé après le système de comptage. Le robinet après compteur fait partie de vos installations privées. Le regard abritant le compteur appartient au propriétaire du fonds sur lequel il est implanté.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, le distributeur d'eau doit demander au propriétaire ou à la copropriété d'installer un dispositif de disconnexion anti-retour d'eau, en plus du "clapet anti-retour" qui fait partie du branchement.

4•2 L'installation et la mise en service

Les branchements sont réalisés par la collectivité.

Les travaux d'installation sont réalisés par la collectivité (ou l'entreprise qu'elle a missionnée) et sous sa responsabilité, à l'exception des dispositifs de disconnexion anti-retour d'eau (hormis le "clapet anti-retour").

Le distributeur d'eau peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux seront réalisés par la collectivité, sous réserve qu'elle accepte de desservir en eau l'immeuble.

La mise en service du branchement est effectuée par le distributeur d'eau, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

4•3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement sont à la charge du propriétaire ou de la copropriété.

Avant l'exécution des travaux, la collectivité établit un devis.

4•4 L'entretien

Le distributeur d'eau prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

L'entretien à la charge de la collectivité ne comprend pas les frais de modification du branchement effectuée à votre demande.

Les frais résultant d'une faute de votre part sont à votre charge.

Le propriétaire ou la copropriété est chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé. En cas d'intervention d'un fontainier à la demande de l'abonné, le service sera facturé d'un montant égal au 2/3 de l'abonnement.

4•5 La fermeture et l'ouverture

En dehors de la souscription et de la résiliation du contrat, les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement aux 2/3 de l'abonnement eau.

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement, tant que le contrat n'a pas été résilié.

4•6 Modification du branchement

La charge financière est supportée par le demandeur de la modification du branchement.

Les travaux seront réalisés par la collectivité ou une entreprise qu'elle aura désignée.

CHAPITRE V

LE COMPTEUR

On appelle « compteur » l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Le modèle doit être conforme à la réglementation en vigueur.

5•1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau sont la propriété de la collectivité.

Même si vous n'en êtes pas propriétaire, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le calibre du compteur est déterminé par le distributeur d'eau en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, le distributeur d'eau remplace le compteur par un compteur d'un calibre approprié.

Le distributeur d'eau peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent.

5•2 L'installation

Le compteur (pour les immeubles collectifs, le compteur général d'immeuble) est généralement placé en propriété privée aussi près que possible du domaine public ; il est recommandé qu'il soit situé à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Le compteur est installé dans un abri spécial ou dans un regard compteur conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé à vos frais soit par vos soins, soit par la collectivité.

Nul ne peut déplacer cet abri ni en modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur sans autorisation du distributeur d'eau.

Tout compteur individuel doit être accessible pour toute intervention.

Dans le cas d'immeuble collectif, le propriétaire gère les consommations de ses locataires

5•3 La vérification

Le distributeur d'eau peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile.

Vous pouvez vous-même demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par le distributeur d'eau sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur en vue de sa vérification par un organisme agréé.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge du distributeur d'eau. La consommation de la période contestée est alors rectifiée.

5•4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur sont assurés par le distributeur d'eau, à ses frais.

Lors de la pose d'un compteur, vous êtes responsable de la détérioration et de la sécurité de celui-ci.

Si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du distributeur d'eau.

En revanche, il est réparé ou remplacé à vos frais (en tenant compte de sa valeur amortie) dans les cas où :

- son dispositif de protection a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc ...).

Toute modification ou dégradation du système de comptage, toute tentative pour gêner son fonctionnement vous exposent à la fermeture immédiate de son branchement.

CHAPITRE VI

VOS INSTALLATIONS PRIVÉES

On appelle « installations privées », les installations de distribution situées au-delà du système de comptage. Dans le cas de l'habitat collectif, elles désignent l'ensemble des équipements et canalisations situés au-delà du compteur général d'immeuble, hormis le système de comptage individuel des logements.

6•1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, irrigation), vous devez en avvertir le distributeur d'eau. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

6•2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas au distributeur d'eau. Il ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

6•3 Les puits et forages privés

Tout dispositif de prélèvement, puits ou forage, dont la réalisation est envisagée pour obtenir de l'eau destinée à un usage domestique ¹ doit faire l'objet d'une déclaration auprès de la collectivité.

Le demandeur doit pour cela compléter le formulaire qui lui sera remis en mairie.

Il est rappelé que tout pompage d'eau souterraine doit être équipé d'un compteur volumétrique (article L214-8 du code de l'environnement).

6•4 L'utilisation de l'eau de pluie pour les usages domestiques

Les dispositions réglementaires, et notamment celles de l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et de leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, doivent être respectées.

Parce-que les eaux de pluie ne respectent pas les limites de la qualité réglementaires définies pour l'eau potable, tout raccordement, qu'il soit temporaire ou permanent, du réseau d'eau de pluie avec le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est interdite. Néanmoins, pour satisfaire les besoins lorsque le réservoir de stockage d'eau de pluie est vide, l'appoint en eau du système de distribution d'eau de pluie depuis le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est assuré par un système de disconnexion par surverse totale installé de manière permanente.

6•5 Cas général d'utilisation d'une ressource alternative (eau de pluie, puits, source...)

Toutes les dispositions doivent être prises pour interdire tout risque de communication entre le réseau public et le réseau privé ².

Les justificatifs de l'entretien des dispositifs de protection des points de connexion doivent être présentés au service d'eau lors de chaque contrôle.

6•6 Le Contrôle des installations intérieures par les agents du service d'eau

En cas d'utilisation d'une autre ressource en eau, par l'abonné, les agents du service d'eau potable ont la possibilité d'accéder aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations intérieures de distribution d'eau potable et des ouvrages de prélèvement, puits, et forages.

Les contrôles sont réalisés dans le respect des conditions rapportées dans le code général des collectivités territoriales (CGCT).

L'abonné est informé au plus tard 7 jours ouvrés avant la date du contrôle.

Les frais du contrôle sont mis à la charge de l'abonné, le montant est fixé forfaitairement à 60,00 €.

Le délai minimum entre deux contrôles ne peut être inférieur à 5 ans.

A la suite du contrôle, un rapport de visite est transmis à l'abonné.

Ce rapport précise notamment :

- le constat des éléments observés,
- les éventuels risques constatés,
- les mesures à prendre par l'abonné dans un délai déterminé.

En l'absence de mise en œuvre de ces mesures, le service peut procéder à la fermeture du branchement d'eau.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS D'APPLICATION

7•1 Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par la Collectivité, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

7.2. Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Comité Syndical et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture)

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 2.2. ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

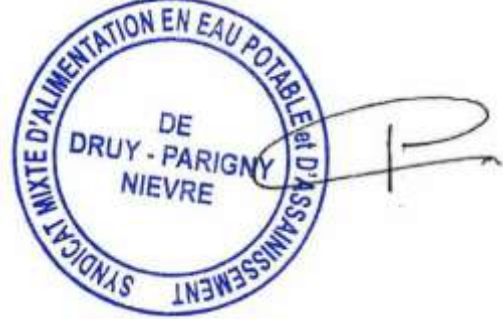
7.3. Clauses d'exécution

Le Président du Syndicat, les agents du service des eaux habilités à cet effet et le receveur syndical en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

S.M.A.E.P.A. DE DRUY-PARIGNY

Règlement de service adopté par le Comité Syndical du S.M.A.E.P.A.de DRUY-PARIGNY le 10 décembre 2024.

Le Président du Syndicat
E. COMPOT



- 1- Prélèvements destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidents habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à la consommation humaine, au soin d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.
- 2- La présence d'une alimentation par surverse (de type AA AB ou AE) de la réserve d'eau ou un disconnecteur contrôlable de type EA (tel que défini dans le guide : Réseau d'eau destinée à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments - Partie 1 : Guide technique de conception et de mise en œuvre (2004)) est obligatoire.